La perspective et un parti pour mener la bataille

La situation politique est particulièrement compliquée. Entre la loi Macron , la facilitation des licenciements avec l'ANI, les réductions de cotisations sociales qui conduisent à la liquidation de la sécurité sociale et des retraites par répartition, l'incroyable démolition des droits des salariés programmé dans le projet de loi El Khomri, la mise en place des outils d'un régime policier avec la réforme de la procédure pénale et l'inscription de l'État d'urgence dans la constitution on assiste à une offensive contre les salariés telle qu'il faut remonter au moins au régime de Vichy pour trouver une analogie. Et bien entendu cette offensive s'accompagne de la criminalisation de l'activité syndicale avec la condamnation pour l'exemple des 8 de Goodyear et d'une opération visant à remettre en cause le droit du sol et à diviser les français en fonction de la nationalité de leurs parents. Dans le même temps les tensions internationales deviennent telles que la situation apparaît plus dangereuse qu'au pire moment de la guerre froide et ce d'autant plus qu'il n'y a plus dans le jeu que des puissances capitalistes. Vers 1950 un ambassadeur américain disait : si j'ai le choix entre la crise et la guerre, je préfère la guerre.

Il est clair que riposter est d'une urgence absolue. Mais dans le même temps y compris pour permettre le développement d'une riposte de masse, la seule efficace,je crois qu'il y a des impératifs auxquels devra répondre la préparation et le déroulement du congrès.

Le premier c'est de bien analyser le pourquoi de cette politique. Et de bien faire comprendre ce qui se passe, qui ne relève pas d'une particulière méchanceté du patronat et des ministres. Autrement dit, faire le lien entre le développement des inégalités et de la suraccumulation du capital et l'offensive contre les droits de travailleurs. 62 richards détiennent autant de richesses que la moitié de la population de la planète. Ces gigantesques capitaux accumulés exigent des profits. (la concurrence entre les capitaux les pousse à exiger le profit maximum sous peine de se voir éliminer comme capital c'est à dire comme argent servant à faire de l'argent. Je prends l'image de requins qui sont condamnés à grossir le plus possible sous peine d'être mangés par le voisin.) Il y a 30 ans les dividendes représentaient 5 % des richesses créées, on en est aujourd'hui à 25 %. Le prélèvement du capital sur les richesses est en France de l'ordre de 500 milliards d'€ et toute la politique du pouvoir vise à gonfler encore la part du capital. La valeur créée par le travail des paysans et par celui des salariés des PME est pour l'essentiel captée par le grand capital par le jeu de l'endettement, des prix agricoles et de la sous-traitance. La crise agricole n'a pas d'autre cause. Ce sont les mécanismes mêmes du capitalisme qui poussent dans cette direction. Le capitalisme en crise devient incapable de répondre aux besoins de l'humanité et ce n'est pas un hasard si l'espérance vie recule aux USA et a reculé en France l'an dernier (quand des gens renoncent à se soigner pour des raisons financières les effets de la grippe et de la canicule ne sont pas que conjoncturels.

Le deuxième c'est d'ouvrir la perspective. A partir de l'analyse des contradictions du capitalisme actuel, montrer quelles transformations de la société permettront de les surmonter ce qui conduit à dessiner les grands traits de la société qui doit succéder au capitalisme. La contradiction fondamentale est que les salariés n'ont de pouvoir ni sur ce qui est produit, ni sur la manière de le produire, ni sur

l'utilisation des richesses créées. Et cette contradiction se retrouve au plan politique. Les institutions sont conçues pour que les citoyens qui pour l'essentiel sont des travailleurs en activité, au chômage ou en retraite n'aient aucune prise sur les politiques menées. Toutes les réformes de l'affaiblissement des communes et des départements au renforcement du pouvoir de l'Europe qui aboutissent à éloigner les centres de décision des citoyens visent à renforcer encore cet état de fait. La résoudre passe par le pouvoir des travailleurs et des citoyens (qui sont aujourd'hui pour leur immense majorité des travailleurs en activité, au chômage ou en retraite) sur l'ensemble des décisions dans l'entreprise aussi bien que dans la société. Et cela pose nécessairement aussi la question de la propriété collective des grands moyens de production et d'échange.

Et dans le même temps présenter un programme et des propositions crédibles pour le court terme. Le programme l'Humain d'abord auquel nous avons beaucoup contribué en 2012 est une bonne base pour ce travail.

Et enfin, il s'agit de promouvoir le débat dans tout le pays pour définir les grands axes de ce que devrait être une politique de gauche ce qui permettrait d'arriver à une candidature commune en 2017 (mais il faut aussi tenir compte de l'expérience de l'échec de 2012 et ne pas attendre l'après présidentielle pour engager la campagne pour élire des députés porteurs de cette politique et d'abord des députés communistes.)

Ceci dit quelque soient la qualité des décisions de notre congrès (et entre parenthèse le document adopté au XXXVIeme congrès était un très bon document), elles resteront lettre morte si nous n'avons pas le parti dont nous avons besoin pour les utiliser dans la bataille politique. La question du renforcement du parti est essentielle ce qui veut dire faire des adhésions mais aussi créer les conditions pour que les nouveaux adhérents puissent s'intégrer à la vie du parti et y jouer leur rôle.

Plusieurs questions me paraissent se poser : la première c'est celle de la formation des communistes qui est essentielle pour permettre à tous les communistes d'être capables de mener la bataille idéologique. Actuellement elle est très insuffisante et la grande majorité des communistes ne maîtrisent pas, par exemple, les bases de l'analyse marxiste du capitalisme.

La deuxième c'est celle du travail du parti à l'entreprise : c'est tout de même là que se situe l'affrontement de classe direct avec le capital. Le rôle du syndicat est essentiel mais le syndicat ne répond pas à tout et y compris pour le développement des luttes revendicatives l'expression politique est décisive.

La troisième, c'est que les adhérents puissent tous participer effectivement au débat politique et à la prise de décision. Actuellement l'organisme où se prennent les décision est l'Assemblée Générale de section, l'expérience montre qu'à ce niveau s'expriment presque seuls des camarades qui ont l'habitude de la parole (élus, intellectuels de profession, militants chevronnés...) et que les autres se retrouvent spectateurs ce qui n'aide ni à ce qu'ils prennent toute leur place, ni à prendre nécessairement les meilleures décisions. Reconstruire les cellules locales et d'entreprise et leur redonner le rôle essentiel paraît indispensable.